

# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 9 MARS 2016

## SOMMAIRE

- 1) Fin
- 2) Un soirée nullement joyeuse
- 3) Du pain sur la planche !
- 4) Les imbéciles ce ne sont pas eux
- 5) Valls moins de 5% au bureau national

Gérard Diez La Presse en Revue

## I) Le Front de gauche est mort ce week-end



photo cc Place au peuple - Fête de L'Humanité 2011

**Ce que l'on pouvait redouter est advenu. Ces derniers jours ont marqué la fin de la dynamique enclenchée en 2009. A priori, le Front de gauche s'écrit désormais au passé, mettant fin à une espérance qu'il n'a pas su concrétiser.**

Jean-Luc Mélenchon a annoncé que des procédures citoyennes, autour de sa candidature et de son site, gèreraient en même temps la campagne de la présidentielle et les législatives de 2017. Le Conseil national du PCF, de son côté, en a appelé à de larges assemblées pour définir un socle programmatique commun et pour désigner des candidatures aux élections législatives, porteuses d'options communes à la gauche tout entière. Mélenchon considère qu'il n'a plus besoin de la médiation d'un Front de gauche moribond. Pierre Laurent déclare formellement que le Front continue, mais n'y fait plus référence quand il s'agit de définir les cadres politiques de la présidentielle ou des législatives.

On ne fera pas ici un éloge sans nuance d'une expérience de quelques années seulement. Le Front de gauche n'a pas manqué de défauts, parfois consubstantiels. On pouvait – on peut ? – chercher à surmonter les défauts ; manifestement, les deux initiateurs de 2008-2009 préfèrent tourner la page. Au risque d'oublier que le FdG ne fut pas qu'une structure et qu'il fut le support d'une espérance. À étouffer l'une, on risque fort d'essouffler la seconde, déjà bien secouée depuis 2012.

### La rupture plutôt que l'inflexion

Il est toujours possible de se consoler en se disant que l'acteur essentiel – le peuple – est en train de se mobiliser et qu'il va peut-être s'imposer dans la rue. Or l'expérience historique suggère plutôt que la rue peut accompagner de façon décisive une évolution politique (les grèves du printemps 1936). En général, elle ne la crée pas de toutes pièces. Ni 1968 ni 1995 n'ont débouché sur une structuration politique originale et durable. Et pourtant, ce n'étaient ni le besoin ni l'envie qui manquaient pour le faire...

Qu'on le veuille ou non, tout dépend de l'analyse que l'on fait de la situation actuelle. On peut ainsi avancer que le mal vient exclusivement des choix opérés après 2012 par le tandem majeur de

l'exécutif, François Hollande et Manuel Valls. Auquel cas, pour remettre la gauche en ordre de marche, il suffit de revenir au moment qui précède l'élection de 2012, à l'esprit du premier discours de campagne du candidat Hollande, au Bourget. Au fond, il suffirait d'une simple inflexion à gauche : c'est, en gros, le modèle proposé par Martine Aubry ou Benoît Hamon.

Mais on peut aussi considérer que la source des maux actuels tient à la conjonction d'une mondialisation capitaliste et financière assumée et d'une réorientation socialiste fondamentale entreprise autour de 1982-1984. Auquel cas, ce qu'il convient d'amorcer est une rupture plus globale avec une logique d'adaptation aux supposées "contraintes" d'un système et avec un modèle même de développement social. C'est cette rupture que vise, depuis plus de vingt ans, ce que l'on a appelé le mouvement "social", "critique", "antilibéral" ou « alternatif".

### Faiblesse persistante de la gauche "radicale"

On peut tourner et retourner la question dans tous les sens, toujours finit par revenir le même constat : ce mouvement de contestation n'a pas acquis l'épaisseur d'autonomie nécessaire pour peser dans l'espace sociopolitique. La réponse à l'attente de 1968 fut la logique keynésienne radicale du programme commun : elle déboucha sur l'hégémonie socialiste et s'enlisa dans les premiers recentrages des années 1980. La réponse à l'espérance de 1995 fut la victoire de la "gauche plurielle" en 1997 : elle se termina comme on le sait en 2002. La victoire du "non" au traité constitutionnel européen de 2005 finit – difficilement – par trouver une réponse dans l'essor du Front de gauche. Mais la faiblesse persistante et globale de la gauche "radicale" ne put que contribuer à la victoire d'un "social-libéral" qui ne s'assumait pas alors comme tel.

Le plus décisif aujourd'hui reste donc l'articulation d'un mouvement social contestataire et d'une gauche politique d'alternative, autour d'un projet en rupture avec plus de trente ans de concurrence et de gouvernance entremêlées. Sans cette affirmation, la gauche perd son ancrage populaire, émousse sa dynamique, peine à gagner et, plus encore, est incapable de réussir si par chance elle passe à son avantage le test des urnes.

Que le socialisme s'enferme dans un social-

libéralisme de moins en moins social et de plus en plus libéral, ou qu'il en revienne à une social-démocratie plus tempérée n'est pas sans importance. Mais cela ne règle pas la question des questions : comment donner force agissante, dans la société et dans les urnes, à un mouvement critique conscient et à une gauche solidement ancrée à gauche ?

### Le PCF et ses errements, Mélenchon et sa méthode

En 1936 et à la Libération, la dynamique était du côté du PCF. Il avait ses travers (les effets du stalinisme). Mais il avait sa qualité populaire et sa capacité à incarner de façon plus moderne la vieille tradition plébéienne, démocratique et révolutionnaire française. Dès lors, tout le système politique français et toutes les forces devaient en tenir compte, à gauche comme à droite. En 2017, le même enjeu devrait être au cœur du débat public. Le Front de gauche était un atout pour le faire. Or, le PCF préfère une démarche qui, qu'il le veuille ou non, le ramène à un dialogue entre communisme et socialisme, dans un moment d'affaiblissement structurel continu du PCF. Quant à Jean-Luc Mélenchon, il choisit une méthode qui l'écarte de toute tractation avec le PS, mais qui pousse à un dialogue direct entre le "peuple" et "son" candidat.

La première méthode conduit à des errements dont le PCF a fini par payer le prix (les alliances PC-PS aux élections régionales) et qui tournent le dos à toute une histoire électorale de la gauche française (jamais ne s'est imposée une formule de rassemblement à gauche au premier tour d'une législative). La seconde fait reposer sur l'arbitrage d'un seul la synthèse politique et le mouvement à construire : ce n'est pas dans la continuité de toute une tradition démocratique et populaire française ; cela peut limiter la capacité à intégrer toute la complexité de l'esprit critique contemporain.

Faire vivre une gauche bien à gauche, qui rende possible la rupture avec plus de trente années de petits reculs et de grands abandons... D'une manière ou d'une autre, il faudra trouver la meilleure réponse possible à cette exigence en 2017. D'ores et déjà, soyons sûrs qu'elle ne pourra se penser et s'imposer que dans la clarté la plus grande sur ce qui, depuis si longtemps, produit la désaffection populaire, nourrit la spirale financière et désespère la gauche.

## II) Loi travail : Myriam El Khomri face à "la purge" du PS

**VIDÉO. La ministre du Travail, qui traverse actuellement une période de turbulence, a affronté hier soir la colère de son parti, au siège de la rue de Solférino.**

Par Charlotte Chaffanjon

### *La réforme du travail expliquée en 1 minute*

<http://dai.ly/x3vtve3>

Pour l'occasion, la salle Marie-Thérèse-Eyquem, rue de Solférino, était pleine à craquer. Lundi soir, le bureau national du PS recevait la ministre du Travail Myriam El Khomri. Au menu, épice : le projet de réforme du Code du travail. La discussion s'est éternisée pendant plus de trois heures, les intervenants étant nombreux, une trentaine, les interventions longues, souvent plus de cinq minutes. « Ça va être une purge », craignait-on en début de séance dans les couloirs du ministère. Si les participants se sont félicités, à la sortie, peu avant 22 heures, d'un débat « de bonne tenue », « qui a porté sur le fond », la ministre applaudissant même une soirée « constructive », chacun est resté cantonné à son discours et personne n'a bougé d'un pouce de sa position.

D'un côté, les opposants à la loi : les frondeurs Christian Paul, Laurent Baumel ou Emmanuel Maurel en tête, qui ont réclamé le retrait pur et simple d'un texte vécu par la gauche comme une provocation, au point que sa présentation en conseil des ministres a dû être repoussée de deux semaines pour permettre de poursuivre les négociations syndicales. « Au PS personne n'a voulu cette loi, personne ne l'a demandée. Ma question est la suivante : comment en est-on arrivé là ? Comment est-on passé du mariage pour tous à la déchéance pour tous ? Et puis ensuite à la fin des 35 heures ? À la facilitation du licenciement économique ? demande le député Emmanuel Maurel. Si le détricotage du Code du travail facilitait la croissance, on le saurait. »

De l'autre côté, les défenseurs du projet, représentés par Jean-Marie Le Guen, secrétaire d'État au Parlement et proche de Manuel Valls, qui répète les atouts de la flexisécurité vantée par

le trio Hollande/Valls/Macron : « souplesse pour les entreprises » et « sécurité pour les salariés ». Sur les deux articles les plus symboliques, la facilitation des licenciements économiques et le plafonnement des indemnités prud'homales, « tout le monde a fait savoir son envie de toiletter ces mesures, raconte un participant. Elles paraissent antinomiques avec les valeurs de gauche, tout le monde a du mal à faire sa mue intellectuelle sur ces sujets. »

### La charge de Martine Aubry

Pour l'occasion, Martine Aubry avait fait le déplacement depuis Lille. Auteur d'une violente tribune contre le projet de loi, entre autres, publiée dans Le Monde le 25 février dernier, la maire de Lille a expliqué à la ministre qu'elle trouvait le texte « extrêmement dangereux », mais elle n'a pas réclamé le retrait du projet.

Plutôt une réécriture de fond en comble. Celle qui a, à plusieurs reprises, expliqué, notamment sur Twitter, que « les vieilles solutions du CNPF » (ancêtre du Medef) n'étaient pas la solution, a plaidé : « Que nous travaillions pour faire que ce projet de loi soit un vrai projet moderne qui, à la fois, améliore la compétitivité des entreprises et crée de nouvelles protections pour les salariés ». « Sa culture n'est pas celle du retrait, mais celle du débat et de l'amélioration », a donc résumé Jean-Christophe Cambadélis.

Le Premier secrétaire du PS, qui a ouvert la séance peu après 18 heures, a joué comme toujours les équilibristes, tendant un fil entre la position gouvernementale et celle de la majorité du PS, hostile au texte. « Ce pré-texte ne doit pas être un prétexte pour s'emporter contre le gouvernement », a-t-il dit, insistant sur « la sécurisation des parcours professionnels », grâce à la mise en place d'un compte personnel d'activité (CPA) qui permettra de conserver les avantages acquis tout au long des carrières.

### « J'ai glissé dans ma douche à la Pierre Richard »

Quant à Myriam El Khomri, elle n'a pas pris de risques et s'en est tenue à un discours prudent, alors que les négociations syndicales se poursuivent. « Elle ne pouvait rien lâcher, d'autant qu'un séminaire est prévu mardi soir entre Manuel Valls et les élus de la majorité », note un proche de la ministre. « Je ne crois pas à la réforme pour la réforme, je crois à la réforme pour mettre en place un nouveau modèle de société », se contente donc de marteler la ministre, qui sait bien que le lancement de son projet de loi a été catastrophique.

Un avant-texte qui fuit trop tôt dans la presse, des mesures explosives pour la gauche auxquelles sont opposés même les plus progressistes des syndicats, une polémique sur une possible utilisation du 49.3 pour faire passer la loi... L'affaire lui a échappé rapidement. Sans compter la guerre larvée entre Emmanuel Macron et Manuel Valls, une pétition qui dépasse le million de signatures, un appel des opposants à descendre dans la rue pour mercredi...

Le tout couronné par un malaise ultra-médiatisé il y a une semaine, un étrange buzz que François Hollande a lui-même alimenté, parlant à la presse « d'accident domestique » après que sa jeune ministre du Travail lui a envoyé par texto : « J'ai glissé dans ma douche à la Pierre Richard et après j'ai fait un malaise. » Après tout, finalement, l'étape devant les siens mardi soir n'était sans doute pas la pire de ce chemin de croix.

Le Point

### III) Martine Aubry a "beaucoup de propositions" à faire au PS

LAPRESSEENREVUE.EU



Par Challenges.fr

La maire de Lille a indiqué qu'elle et ses proches allaient présenter des propositions au bureau national du Parti socialiste qui doit se tenir lundi soir.



Martine Aubry veut faire des propositions au bureau national du PS. (FRANCOIS LO PRESTI/AFP)

**E**lle revient et elle n'est pas contente. La maire de Lille, Martine Aubry, a indiqué qu'elle-même et ses proches, très hostiles au projet de loi sur le Code du Travail, allaient présenter lundi soir "beaucoup de propositions" devant le Bureau national du PS en présence de la ministre du Travail.

"On est dans un parti démocratique et comme on a beaucoup de propositions à faire, on va les faire", afin d'"améliorer à la fois la compétitivité des entreprises et créer une nouvelle protection pour les salariés", a-t-elle déclaré à la presse, en arrivant rue de Solférino, le siège du PS.

"Il faut changer un certain nombre de choses comme (...) améliorer la qualification des salariés. Ce sont de bons moyens d'améliorer la compétitivité des entreprises", a détaillé l'ancienne Première secrétaire, en évoquant également des propositions au sujet de "l'ubérisation de la société, les nouvelles technologies".

Christian Paul, un des porte-voix de l'aile gauche du Parti socialiste, a dit souhaiter "le retrait (du texte) pour une réécriture complète". "Nous ne voulons pas faire de l'obstruction. Nous sommes constructifs, mais cela passe d'abord par le retrait de ce texte", a appuyé ce député de la Nièvre.

"On ne peut pas en deux semaines réécrire un texte si on veut lui donner de l'ambition. Il faut le purger de ce qu'il a de toxique", a poursuivi Christian Paul, soulignant que "le PS a travaillé sur la sécurité sociale professionnelle, pas sur un compte personnel d'activité au rabais" comme cela est prévu selon lui actuellement.

"Il faut remettre l'ouvrage sur le métier", a aussi insisté le député européen Emmanuel Maurel, également membre de l'aile gauche.

"Je connais d'avance la stratégie du Premier secrétaire (Jean-Christophe Cambadélis) et de certains socialistes qui consiste à dire +on a balancé des horreurs. Maintenant, on va faire quelques reculs et on aboutira à un compromis acceptable pour tout le monde+. Et on dira, +c'est mieux que si c'était pire+. On ne peut pas fonctionner comme cela", a-t-il pointé.

"Le PS est force de propositions pour rééquilibrer" le texte, a déclaré pour sa part le député Eduardo Rihan-Cypel, ancien porte-parole du parti et non membre de l'aile gauche. "Les raisons d'assouplissements pour licenciement économique ne sont pas une bonne chose et il faut les corriger", a-t-il cité.

## IV) Partisans de la loi travail... et des coups bas

Adrien Rouchaleou



Bernard Cazeneuve et Myriam El Khomri.  
Photo : Jacques Demarthon/AFP

**Face à l'ampleur que prend le mouvement de contestation, l'exécutif et ses soutiens tentent de décrédibiliser leurs opposants. Faute de jouer le jeu en débattant sur le fond.**

À quoi repère-t-on qu'un gouvernement et ses soutiens paniquent face au risque de mouvement social ? Ceux qui ont vécu la campagne pour le non au référendum de 2005 sur le traité constitutionnel européen s'en souviennent : quand la contestation prend, il faut la décrédibiliser de toutes les manières possibles. À ce titre, ces derniers jours ont offert un festival de mauvaise foi et de coups en dessous de la ceinture de la part de l'exécutif et de ses satellites bien épaulés par les médias.

Sur France 2, le 3 mars, par exemple, alors que la pétition en ligne « Loi travail, non merci ! » est en passe de rassembler un million de signatures, le JT de 20 heures, animé par David Pujadas, propose une « enquête » afin de « démontrer » qu'il ne faut pas s'y fier.

En la signant à plusieurs reprises sous de fausses identités, les journalistes laissent entendre (sans accuser clairement) qu'il pourrait y avoir de la triche. Des précautions dont David Pujadas ne s'embarrasse pas d'ordinaire pour conclure que « les Français » pensent ceci ou cela, se basant sur des sondages opérés sur quelques centaines de personnes.

Une certaine presse écrite n'est pas en reste non plus : quand le Point fustige, sur sa une, « les derniers dinosaures », portraits à l'appui du secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez, de la maire de Lille, Martine Aubry, et du président de l'Unef, William Martinet ; dans Challenges, Bruno Roger-Petit, qui regarde trop la télévision, dénonce une soi-disant manipulation de la jeunesse par un « baron noir », qu'il imagine être le député Pouria Amirshahi, récent démissionnaire du PS. Une idée qui ressemble à une élément de langage et qui a depuis été reprise en de nombreux endroits, à commencer par le 20 heures de TF1, samedi dernier. Ex-directeur du Monde et actuel patron de la branche française du site Slate, Jean-Marie Colombani déroule dans les colonnes de Direct Matin un argumentaire que l'on croirait écrit à Matignon. Il y appelle un débat entre les partisans d'« une réforme utile, parfaitement dans l'esprit d'un réformisme adapté aux nouvelles réalités », et « celles et ceux qui, à gauche, veulent continuer de croire que l'entreprise et les patrons sont l'ennemi ». Un débat déjà conclu, donc.

Mais, au petit jeu de la décrédibilisation de l'adversaire, ce sont les politiques eux-mêmes qui jouent le mieux. Malek Boutih, ancien président de SOS Racisme et aujourd'hui député de l'aile très à droite du PS, estime sur Radio J que Caroline De Haas, à l'origine de la pétition « Loi travail, non merci ! » « a trouvé un nouveau dada, le droit du travail », mais qu'« elle n'y connaît rien » et devrait « rester à sa place ». Quant à Michèle Delaunay, qui fut la plus grande fortune personnelle du gouvernement Ayrault, elle s'interroge sur Twitter, du haut de son mandat de députée de Gironde : « Du million de signataires pour l'abolition de la loi travail, combien qui n'en n'ont pas lu la moindre ligne ? », avant de s'indigner que certains aient pu trouver son tweet quelque peu méprisant. Dans la foulée, l'ancienne ministre twitte : « Naufrages, rétention, camps... Je voudrais voir les jeunes s'élever contre le sort fait aux jeunes réfugiés majoritairement de leur âge. » Vous avez dit mépris ?

**l'Humanité**.fr

**LAPRESSEENREVUE.EU**

## V) Loi Travail: "En l'état, le texte est inacceptable" pour Karine Berger

Par Jérémy Jeantet

**Pour la députée PS des Hautes-Alpes et membre du bureau national du PS Karine Berger, "quand on donne un permis de licencier à des multinationales, on est en train de sortir du champ de la gauche".**



Capture d'écran

Karine Berger, députée socialiste des Hautes-Alpes et membre du bureau national du PS

Au lendemain de la réunion du bureau national du PS autour de Myriam El Khomri pour discuter de la réforme du droit du travail, Karine Berger était l'invitée de Territoires d'Infos sur Sud Radio et Public Sénat.

**"Des articles ne peuvent rester en l'état si on espère un vote favorable de la gauche"**

"L'ambiance était franche, pas désagréable mais franche. Tout le monde a clairement dit les points qui allaient et surtout les points qui n'allaient pas. **J'ai décompté deux interventions sur les quelque 30 ou 35 qui étaient clairement en faveur de la loi.** Le premier secrétaire, Jean-Christophe Cambadélis lui-même, a fait une intervention dès le départ pour dire qu'il y avait des choses qui ne pouvaient pas rester dans la loi en l'état.

Un certain nombre de personnes ont demandé le retrait du texte donc, de fait, le statut quo, mais **majoritairement, les intervenants ont souhaité maintenir le texte et le modifier très profondément.** Il y a des articles qui ne peuvent pas rester en l'état si on espère un vote favorable de la part de la gauche. Le fameux article 30 bis, qui donne une sorte de permis de licencier économiquement aux entreprises et aux multinationales. C'est inacceptable. Un autre,

l'article 13, qui porte la question des accords d'entreprise, a aussi été lourdement attaqué hier soir.

L'accord d'entreprise est une approche moderne et qui doit aboutir. C'est pour ça que je souhaite que le texte de loi aboutisse. Il faudrait que ce soit complété par un renforcement considérable des capacités de syndicalisation dans notre pays. Commencer une discussion, alors qu'on n'a pas le texte, en expliquant que, si nécessaire, on se passe de l'avis des députés et qu'on passe en 49-3, il y a effectivement eu erreur politique. Comment en est-on arrivé à avoir une proposition de texte de réforme du dialogue social sans qu'aucun syndicat ne soit d'accord ? Là il y a un problème politique. Notre quinquennat doit être le quinquennat du dialogue social. En l'état, le texte est inacceptable, parce que ce n'est pas de la **modernisation, c'est de la libéralisation à outrance.**

La gauche de Manuel Valls, hier soir, c'était moins de 5 % du bureau national. S'il y a une irréconciliabilité de deux gauches, il y en a une qui fait 5 % et l'autre qui fait 95 %. **Je ne crois pas à la fracture irrémédiable de la gauche,** mais il ne faut pas pousser le bouchon trop loin. Quand on donne un permis de licencier à des multinationales dans un texte de loi, on est en train de sortir du champ de la gauche. »

**"Je serais plutôt favorable au Brexit"**

"Je suis un peu abasourdie par ce qu'on a appris hier soir, dans le cadre de cette rencontre européenne. On apprend que le principe même de l'accueil sur le territoire européen de l'asile est remis en question et négocié directement entre un chef d'Etat européen, Mme Merkel, et un chef d'Etat n'appartenant pas à l'Union européenne, le Premier ministre turc.

Il y a deux sujets. Mettre en place des mécanismes d'accueil dans les pays limitrophes pour faire les tests de savoir si la personne est demandeur d'asile ou pas et, évidemment, la sécurité des frontières. **J'estime que les valeurs de l'Europe, c'est d'être capable d'accueillir tous ces gens qui fuient la guerre.** Mais on a un autre problème. Ce n'est pas en renvoyant les gens en Turquie qu'on va résoudre la sécurité des frontières extérieures de l'Europe.

La France est un pays qui a été attaquée deux fois sur son propre sol en 2015. Il est urgent de mettre en place, au niveau de l'Union européenne, une réponse de sécurité. Les deux vont ensemble.

Notre continent a politiquement un peu perdu le chemin au cours des dernières années. On a l'impression que les Européens sont en train de se refermer sur eux. On a un vrai problème de délitement de l'Union européenne.

Je pense que pour relancer le processus européen, **il faut le relancer sur des bases extrêmement claires, sur des valeurs, de manière très resserrée.** Par exemple, je serais plutôt favorable au Brexit parce que je pense qu'à force de faire rentrer des pays qui ne respectent plus les principes fondateurs de l'Union européenne ou qui veulent les remettre en cause, c'est toute l'Union européenne qu'on a fini par affaiblir. »

### "Le déficit public est sous contrôle"

"Le déficit public de ce pays est sous contrôle. Parmi les choses dont je suis fière que nous ayons réalisé, c'est ce contrôle du déficit public, cette réduction du déficit public. Les 3,3 %, j'y crois complètement parce que, pour la première fois depuis des années, depuis des décennies à vrai dire, **les dépenses de l'Etat dans notre pays ont baissé.**

Donc oui, il y a un certain nombre de dépenses supplémentaires, notamment dans la Défense, face aux attaques terroristes, que nous devons mettre sur la table, mais nous pouvons le faire parce que le boulot d'assainissement des finances publiques, on l'a fait pendant les 3 premières années. »

### "L'éducation des filles dans le monde entier me tient vraiment à cœur"

"Au Parti socialiste, c'est une règle pour l'investiture. Une femme sur deux. Ça a été respecté au cours des dernières élections. **Dans ma motion, nous aurons autant de candidatures féminines que masculines,** cela va de soi, peut-être même plus de candidatures féminines.

J'ajouterais que je fais partie des députés qui se battent pour que la France se batte pour les droits des femmes en France, mais aussi dans le monde entier. L'éducation des filles dans le monde est quelque chose qui me tient vraiment à cœur.

S'il y a un enjeu de politique, à long terme, de développement, mais aussi d'égalité et de valeurs, c'est l'égalité pour l'accès à l'école de toutes les petites filles, quel que soit le pays dans le monde. Et ça, on en est très très loin."

**Regardez l'interview de Karine Berger, députée PS des Hautes-Alpes et membre du bureau national du Parti socialiste, invitée de Territoires d'Infos sur Sud Radio et Public Sénat**

*Invitée : Karine Berger - Territoires d'infos  
Public Sénat*

<http://dai.ly/x3wiiqw>



[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)



**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**



*Quelques jours de repos...*